

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 08 février 2015

N° 409

PRIX : 0,60 Euro



FACE AUX ATTAQUES DU PATRIONAT

ET DU GOUVERNEMENT

LE MONDE DU TRAVAIL DOIT SE DÉFENDRE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Face aux attaques du patronat et du gouvernement, le monde du travail doit se défendre

Page 3

Sénégal : Non à la répression des manifestations de rue de l'opposition!

Page 4

Mali : A Paris Macky Sall et IBK ont défilé pour Charlie mais à Dakar et Bamako ils font le contraire

Pages 5-6-7 et 8

Côte d'Ivoire :

-Trouble à l'ordre public

-Ceux qui profitent des mines d'or et ceux qui en pâtissent ...

Page 9

Immigration : Grève des travailleuses des toilettes des gares SNCF

Page 9

Il y a 53 ans, le massacre du métro Charonne

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site: www.uatci.org

FRANCE

**FACE AUX ATTAQUES DU PATRONAT
ET DU GOUVERNEMENT
LE MONDE DU TRAVAIL DOIT SE DÉFENDRE**

Cela fait des mois que le gouvernement français prépare des projets de loi contre les travailleurs et les classes pauvres. Déjà les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader dans les usines, les chantiers, les bureaux et les services publics. Le gouvernement continue à les dégrader davantage pour favoriser les capitalistes. Les lois du travail qui protègent un peu les travailleurs sont détricotées pour permettre aux exploités de tirer toujours plus de profits de la force du travail.

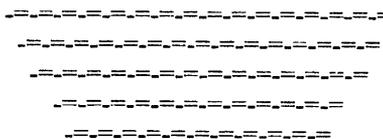
Quelques exemples : Jusqu'ici un patron qui enfreignait les dispositions les plus importantes du Code du travail pouvait se voir dresser un procès-verbal par l'Inspecteur de travail. Souvent cela se terminait en faveur des travailleurs. Dorénavant il n'y aura plus la possibilité de dresser un procès-verbal et les litiges entre ouvriers et patrons ne relèveront plus des tribunaux des prud'hommes chargés de faire appliquer le Code du travail.

Une autre mesure est en cours, celle qui régie les relations entre salariés et patrons. Le contrat de travail n'existera plus. Dorénavant ce sera un contrat commercial d'embauche beaucoup plus favorable aux patrons.

On enlève ainsi aux travailleurs le peu de moyens légaux qui existait qu'ici pour se défendre. Le patron pourra imposer encore plus facilement ses conditions et ce sera difficile pour un demandeur d'emploi de s'y opposer au moment de l'embauche.

En supprimant le rôle des tribunaux des prud'hommes, le gouvernement fait un beau cadeau aux patrons. Les droits des travailleurs vont être bafoués de plus en plus.

Face à ces attaques en règle du patronat et du gouvernement à sa solde, il est nécessaire qu'il y ait une riposte déterminée du monde du travail. Mais les dirigeants des grandes centrales syndicales ne pensent qu'à leurs intérêts de boutique. Il est pourtant vital pour les travailleurs de s'organiser pour se défendre.



SÉNÉGAL

**NON À LA RÉPRESSION DES
MANIFESTATIONS DE RUE
DE L'OPPOSITION !**



Les supporters de Karim Wade devant le Palais de justice le 31 juillet à Dakar

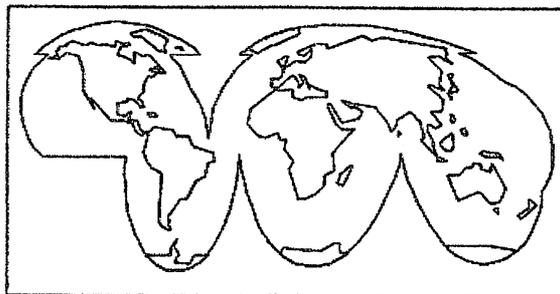
Depuis l'arrestation de Karim Wade (fils de l'ancien président Abdoulaye Wade) en avril 2013 pour enrichissement illicite et détournement de fonds publics, on assiste à un bras de fer de plus en plus musclé entre le PDS, le parti de l'ancien président, et le pouvoir actuel de Macky Sall. Plusieurs manifestations et rassemblements du PDS ont été interdites à Dakar pour des motifs fallacieux. Et quand elles ont lieu malgré l'interdiction, elles sont réprimées. Il y a eu plusieurs affrontements avec la police et de nombreux militants ont été matraqués, interpellés ou ont subi des jets de gaz lacrymogène.

Tout dernièrement, le PDS ainsi que d'autres partis de l'opposition au gouvernement de Macky Sall ont appelé à une marche le 28

janvier à Dakar pour protester contre l'incarcération de Karim Wade. Mais le gouvernement a interdit cette marche en prétextant qu'elle constitue un trouble à l'ordre public. Trois jours après, le PDS a lancé un nouvel appel de rassemblement à la Place de l'Obélisque. Il y a eu des affrontements avec la police. Des militants du PDS ont été arrêtés. L'ancien président Wade, venu soutenir son fils, a dû forcer le barrage de la police pour parvenir jusqu'à la Place, sous un nuage de fumée de lacrymogène.

Si Macky Sall n'autorise pas le PDS de manifester dans la rue, ce n'est pas qu'il le craint particulièrement. Il connaît bien ce parti et ses dirigeants car lui-même en faisait partie avant de s'en séparer et de créer le sien propre pour parvenir au pouvoir. Il connaît bien Abdoulaye Wade dont il a été le Premier ministre (d'avril 2004 à juin 2007). Ce qu'il craint, c'est surtout l'occupation éventuelle de la rue par la foule car la colère de la population contre les bas salaires, la cherté de la vie, les coupures intempestives de l'électricité et de l'eau du robinet, auxquels s'ajoute le délabrement des services publics utiles à la population, peut à tout moment se transformer en manifestations de rue. Et si cela se produisait, les conséquences sur le pouvoir de Macky Sall seraient bien plus désastreuses que le bras de fer entre lui et Wade.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

À PARIS, MACKY SALL ET IBK ONT DÉFILÉ POUR CHARLIE MAIS À DAKAR ET BAMAKO ILS FONT LE CONTRAIRE



A Dakar, le 23 janvier, près de la grande mosquée après la prière du vendredi

Macky Sall et Ibrahim Boubacar Keïta, les présidents du Sénégal et du Mali, ont participé aux côtés de Hollande à la marche de soutien aux journalistes de Charlie hebdo assassinés par des islamistes fanatiques. Ils ont fait semblant de soutenir la liberté d'expression face à l'intolérance et à l'obscurantisme. Mais ce n'était que par pure hypocrisie, pour figurer comme des "démocrates" et surtout pour faire de la lèche à

leurs maîtres et protecteurs de l'ancienne puissance coloniale.

A leur retour dans leur capitale respective, ils n'ont pas tardé à remettre leur boubou à l'endroit en soutenant les manifestations contre les caricatures du prophète Mahomet à l'appel des organisations musulmanes. Macky Sall a même dépêché son Premier ministre pour figurer parmi les manifestants qui ont brandi des pancartes du genre "je ne suis pas Charlie" ou "Je suis Kouachi" (le nom d'un des assassins des journalistes de l'hebdomadaire satirique). A Bamako aussi, des dignitaires du pouvoir ont défilé aux côtés des manifestants hostiles à Charlie Hébdô.

Ce que les dirigeants de Dakar et de Bamako ont montré, c'est qu'ils ne veulent surtout pas déplaire aux dignitaires religieux locaux car ceux-ci ont une grande influence auprès de la population. Macky Sall n'hésite pas à interdire les manifestations des partis de l'opposition, mais il n'est pas question pour lui de froisser les grands marabouts de Touba et de Tivaouanne.

MALI

MANIFESTATION CONTRE LES FORCES MILITAIRES DE L'ONU À GAO

Le 27 janvier dernier, dans la ville de Gao, une manifestation contre la Minusma (Mission des Nations Unies au Mali), s'est soldée par au moins trois morts et plusieurs blessés parmi les manifestants, suite à des tirs provenant des "casques bleus" de l'ONU. A la suite de cette manifestation, plusieurs organisations politiques et associations proches du gouvernement malien ont appelé à un rassemblement à Bamako ainsi qu'à un meeting de soutien et de solidarité avec les manifestants de Gao. Le président malien a même fait un détour à Gao et a rendu visite aux blessés pour leur témoigner de son "affection".

Ce n'est un secret pour personne que les autorités maliennes ne sont pas étrangères à la tenue de ces manifestations même si officiellement elles n'ont lancé aucun mot



Un véhicule de la Minusma transportant des casques bleus

d'ordre. Elles accusent la Minusma (et derrière elle la France) de favoriser le MNLA en empêchant l'armée malienne ainsi que les groupes armés favorables au gouvernement malien d'agir selon leur bon vouloir dans le Nord

du Mali. Mais comment dire cela au président français, Hollande qui est venu à leur secours en libérant Gao, Tombouctou ainsi que de nombreuses localités du Nord-Mali de l'emprise des groupes armés islamistes. Alors, à défaut d'avoir le courage de s'opposer ouvertement aux dirigeants de la France et des casques bleus de l'ONU, les autorités maliennes le font en sous-main, par manifestants interposés.

Mais l'impérialisme français n'a que faire des états d'âmes d'IBK et des généraux maliens qui voudraient bien reconquérir militairement le Nord mais qui se font marcher sur les pieds par la Minusma et par les troupes françaises. Ce qui intéresse l'impérialisme, ce n'est pas de faire plaisir à un valet local comme IBK mais d'abord de sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie française dans cette région du Sahel.

CÔTE D'IVOIRE

TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC ?

Deux membres du Syneplaci (Syndicat national des enseignants du privé laïc de Côte d'Ivoire) ont été arrêtés la semaine dernière à Yopougon. Le même jour, des grévistes qui manifestaient à Abobo ont aussi été dispersés par les forces de l'ordre pour « trouble à l'ordre public ».

Leur seul tort, est d'exiger le paiement des nouveaux salaires dus aux enseignants du

privé ; l'application du nouveau Smig dû aux personnels non enseignants ; le paiement des heures supplémentaires, etc.

En somme, ces enseignants et le personnel travaillant dans les établissements scolaires privés ne demandent que leur dû. Mais c'est déjà trop pour ce gouvernement trop préoccupé à servir la soupe aux riches !

CEUX QUI PROFITENT DES MINES D'OR ET CEUX QUI EN PÂTISSENT

La production d'or en Côte d'Ivoire est passée de 7 tonnes en 2009 à environ 24 tonnes en 2014. Ce sont essentiellement quatre sociétés qui tirent cette production. Elles sont anglaises, canadiennes et australiennes. Ainsi, la mine d'or de Tongon, au Nord de Korhogo, est exploitée par Randgold Resources qui est une entreprise anglaise et qui représente à elle seule 40% de la production totale ; Celle d'Ity est exploitée par une entreprise Canadienne, La Mancha ; celle d'Agbaou, par une autre entreprise canadienne, Endehavour mining ; celle de Bonikro, par Newcrest mining qui est une entreprise australienne.

De tous ces endroits, les petits orpailleurs ont été chassés par les forces armées gouvernementales. Par ailleurs, les populations qui habitent ces régions subissent la pollution liée à l'exploitation de l'or. Ainsi, par exemple, il y a de cela deux mois, à quelques kilomètres au nord de la ville de Korhogo, des riverains avaient trouvé des poissons morts flottant dans un lac ainsi que les eaux et rivières environnantes. Ils

ont été contaminés par du cyanure qui est un produit hautement toxique servant à nettoyer l'or de ses impuretés.

On a découvert par la suite que ce poison s'était « échappé » de la mine d'or de Tongon de Randgold Resources, depuis un tuyau souterrain qui était sans protection. Il était fissuré sur deux mètres par le poids des camions qui passent tous les jours dessus. L'affaire est d'autant plus grave que le barrage de Tongon, qui s'étendrait sur 25 km, fournit 80% des poissons consommés à Korhogo.

Plusieurs organismes gouvernementaux ont été saisis de l'affaire. Notamment la « Direction régionale de l'environnement », le « Centre ivoirien antipollution » (Ciapol), « l'Agence nationale de l'environnement » et la « Direction régionale des mines ». Comme on pouvait s'y attendre, ils ont conclu que ce « barrage de Tongon n'a pas été touché par cette pollution » et que « la vie de la population n'est pas en danger ». Rien sur la nappe phréatique qui a peut-être été polluée ; rien non plus sur les

points d'eaux et les rizières qui ont été touchées. Silence, dans cette société capitaliste, le profit est roi et la vie des populations pauvres compte pour quantité négligeable ! Ouattara n'a-t-il pas déclaré en début d'année que « notre pays continuera sa marche vers le progrès » ? Le progrès dans l'entendement de ces gens-là, c'est de permettre aux riches de s'enrichir. Quel riche ira boire cette eau et consommera de ces poissons pollués de cette région ? Certainement pas Kablan Duncan qui s'est justement rendu à

Tongon rendre visite à la direction Randgold Resources le 5 février. La presse gouvernementale n'a même pas fait allusion à la grave pollution que cette entreprise venait de provoquer. C'était au contraire une occasion pour Kablan Duncan d'annoncer le début des travaux de deux nouvelles mines d'or, celle de Sissingué et d'Afféma.

Les profits ont de beaux jours devant eux quitte à empoisonner les cours d'eau et les lacs.

CÔTE D'IVOIRE

ENLÈVEMENTS D'ENFANTS, C'EST L'OBSCURANTISME QU'IL FAUT COMBATTRE

L'actualité d'aujourd'hui est marquée par les enlèvements d'enfants et des crimes rituels. Même si ce phénomène est loin d'être nouveau, il a atteint des proportions inquiétantes. Il ne se passe pas de jour sans qu'une disparition d'enfants soit signalée. La psychose est telle qu'à Yopougon, pas plus tard que la semaine dernière, des parents d'élèves se sont rués vers les écoles pour récupérer leurs enfants de peur qu'ils ne soient enlevés à la sortie de l'école. Il arrive parfois que des individus suspectés d'enlever des enfants se fassent lyncher par des foules en colère. Ce fut le cas à Yopougon, et aussi à Gonzagueville. Selon des chiffres officiels de la police à la date du 23 janvier, on dénombre en l'espace de deux mois, 21 cas d'enlèvements, dont 1 seul enfant retrouvé vivant. Ces enfants sont le plus souvent retrouvés morts avec des parties de leur corps arrachées. Ce qui laisse penser à des crimes rituels. Le gouvernement, pour montrer qu'il fait quelque chose a soi-disant détaché un contingent de 1500 hommes des forces de l'ordre. Des rafles ont été organisées aux abords des cybercafés où 1000 jeunes gens supposés être des brouteurs (nom donné à ceux qui s'adonnent aux arnaques par le réseau internet)) ont été appréhendés. Toutes ces mesures ont très peu d'effet sur le terrain car le phénomène continue. Et ceci parce que ce sont des boucs émissaires qu'ils ont ainsi arrêté.

La cause de tous ces crimes barbares est liée à l'obscurantisme ambiant entretenu à un niveau ou à un autre par les dirigeants politiques,

les charlatans de tous poils, les églises, les mosquées ainsi que les médias.

Comment s'en étonner, quand on sait qu'au 21^{ème} siècle, il y a encore des gens, en l'occurrence de nombreux dirigeants politiques, qui continuent de croire que des sacrifices humains peuvent leur apporter richesse et ascension sociale. D'ailleurs, Il y a fort à parier que la recrudescence de ces crimes a un lien avec les échéances électorales prévues en 2015. Qui ne se souvient pas qu'en 2011, pendant la crise qui a opposé le camp Ouattara au camp Gbagbo, plusieurs des statues aux différents carrefours avaient été déboulonnées sous prétexte que là dessous étaient enterrés des gris-gris qui auraient permis au camp Gbagbo de s'enraciner au pouvoir. Et ce sont ces gens qui prétendent aujourd'hui lutter contre cette barbarie ?

D'ailleurs, des Dozos, réputés pour pratiquer des sacrifices humains ont été utilisés comme des supplétifs de l'armée, paradant un peu partout dans la ville et vendant des gris-gris.

La télé tout comme la radio censées véhiculer la modernité et le progrès, consacrent aujourd'hui de plus en plus d'émissions à des personnes qui abreuvent la population d'idées rétrogrades, à faire la publicité de féticheurs, et autres mystiques de tous poils.

Et que dire des soi-disant intellectuels africains qui, bien qu'ayant pourtant fait de hautes études et surtout dans des pays occidentaux, bien qu'ayant accédé à la culture,

continuent d'abrutir les populations avec des « réalités » qui seraient propre à l'Afrique !
Tout cela contribue à maintenir les

populations dans l'arriération. C'est pourquoi, mettre fin au phénomène des enlèvements d'enfants revient à combattre l'obscurantisme.

CÔTE D'IVOIRE

NON À LA DESTRUCTION DES LOGEMENTS !

Dans le courant du mois de janvier, le gouvernement a procédé à la destruction de plusieurs centaines de logements dans la commune d'Abobo. Cette opération avait déjà eu lieu dans d'autres quartiers et communes d'Abidjan tels qu'Attécoubé, Cocody, Port-Bouët, Marcory, etc.

Dans les sous-quartiers d'Abobo que sont Abgekoi, Kennedy, Derrière rail, Dokui, Sodepalm, des pâtés de maisons ciblés ont été pris d'assaut, dès le matin, par des bulldozers encadrés par une armée de policiers, gendarmes et FRCI. C'est à peine si on laissait aux habitants le temps de sauver leurs bagages.

Partout où ces machines sont passées, c'était la surprise et la consternation. C'est très souvent dans les pleurs des enfants et les imprécations des femmes que les populations

impuissantes ont regardé les bulldozers détruire leurs habitations. C'est depuis leur lieu de travail que certaines personnes ont appris la nouvelle. Pour d'autres, c'est en rentrant à la maison le soir qu'ils ont trouvé toute leur famille dehors sans logement. Cela montre le peu de cas que les dirigeants font de la population pauvre.

Là où les populations ont essayé de faire opposition, comme ce fut le cas lors de la destruction du quartier HMA, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à faire usage de leurs armes en tirant plusieurs coups de feu.

Les populations auraient mille fois raison de s'opposer et même par la force à la destruction de leurs quartiers. Il n'est pas acceptable que le gouvernement ne se soucie point du relogement avant d'entreprendre toute destruction de logements.

BIANKOUMA : UN VILLAGE SE RÉVOLTE CONTRE LE RACKET DES FRCI

A l'intérieur du pays, sévissent des éléments de FRCI officiels ou non, qui érigent des barrages et rackettent la population.

C'est cette pratique qui est à la base de la révolte des jeunes du village de Blapleu, nouvelle sous-préfecture du département de Biankouma. A l'origine, des FRCI officiels : gendarmes, policiers et militaires, ont un corridor sur l'axe principal, tout juste en face du bureau du sous-préfet, où ils s'adonnent au racket, au vu et au su de tous. Et comme si cela n'était pas suffisant, il y a quelques mois, des éléments en treillis ont érigé des barrages de contrôle sur tous les axes reliant la sous-préfecture aux autres villages voisins. A ces barrages de fortune, ces éléments s'adonnaient aux rackets en réclamant les pièces de vélo, de motos et même à des piétons qui vont au marché ou dans leurs

champs. Mieux, ils se sont transformés en agents d'hygiène publique ou des Eaux et Forêt. Profitant de la lutte contre Ebola, ils fouillent les saucées des repas des femmes. Et même s'ils n'y trouvent rien, ils disent qu'ils sentent l'odeur de viande de brousse, une manière de leur extorquer de l'argent. Mais ce qui va faire éclater révolte de la population, c'est qu'à la veille des fêtes de fin d'année, ces éléments de FRCI qui ressemblent plutôt à des brigands de grands chemins, ont tenté de doubler la mise. Ils ont demandé une rançon allant de 1000 francs à 2000 francs pour le passage des motos. Les piétons doivent s'acquitter de 500 f s'ils n'ont pas leurs pièces d'identité, même s'ils partent dans leur champ.

La population excédée, est partie rencontrer le sous-préfet pour savoir s'il est au

courant de cette pratique et si c'est lui qui a autorisé ces barrages de fortune. Une fois que le sous-préfet a répondu que c'était de simples bandits en treillis, les villageois se sont rués sur ces barrages pour les démolir et brûler tout. Ensuite, ils ont interdit aux occupants de remettre les pieds dans leur village.

Ce qui se passe dans ce village n'est qu'une illustration des agissements des milices

pro Ouattara. A part Abidjan où ils sont moins visibles, dans le reste du pays, ils règnent en maîtres, vivant sur le dos de la population pauvre. Et tant qu'ils ne gênent pas les intérêts de l'impérialisme et des tenants du pouvoir à leur service, ils ont encore de beaux jours devant eux. Seule une réaction générale comme celle des habitants de ce village qui pourra mettre fin à ces pratiques.

CÔTE D'IVOIRE

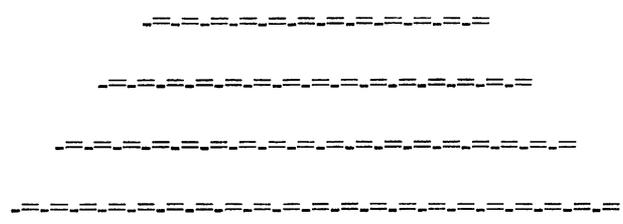
**CIPREL VRIDI : FACE À LA RAPACITE DES EXPLOITEURS
LES TRAVAILLEURS RÉCMAMENT LEUR DÛ**

La centrale thermique électrique de Vridi est en extension. Une troisième phase est en construction et les travaux sont presque terminés. Cette centrale est construite et gérée par une entreprise française, « Ciprel ». Pour les travaux de la troisième phase, celle-ci a sous-traité le travail à plusieurs autres structures comme ALAH, JEH ONE et autres. Ces dernières ont, à leur tour donné le travail en sous-traitance à des entreprises comme 64 Construction, KTI, SOBATT etc. C'est ainsi qu'elles se partagent le gâteau sans être inquiétées par la gestion de la main d'œuvre qu'elles confient à des maisons de placement comme RMO ou à des petits tachers.

Au début des travaux, aux dires des travailleurs, la Ciprel avait exigé que les travailleurs soient tous déclarés à la CNPS compte tenu des risques sur le site. Mais la majorité de ces entreprises ont préféré faire fi de cela pour engranger un peu plus de profits. La Ciprel a mis une boîte à suggestion afin que les

travailleurs dénoncent les comportements de leur patron. Mais à plusieurs reprises les travailleurs ont fait recours à cette boîte sans succès. C'est ainsi qu'il y a de cela plus de 4 mois, les travailleurs de 64 Constructions se sont organisés syndicalement. Ils ont adressé une liste de revendications en réclamant une augmentation de salaire, un rappel du sursalaire et le paiement des heures supplémentaires etc. Non seulement ils ont obtenu ce rappel, mais en plus, la direction a cédé, en leur octroyant une prime de fin de chantier. La direction de 64 Constructions vient de verser ce reliquat ainsi que la prime de fin de chantier à ceux dont le contrat a pris fin. C'est suite à cela que les autres travailleurs des entreprises comme KTI, SOBATT et RMO cherchent à s'organiser pour revendiquer à leur tour la même chose.

Ces travailleurs ont raison de demander leur dû. C'est seulement en s'organisant et en luttant collectivement qu'ils ont une chance d'obtenir gain de cause.



IMMIGRATION

GRÈVE DES TRAVAILLEUSES DES TOILETTES DES GARES



Travailleuses des toilettes des gares SNCF en grève

Les salariées des toilettes publiques de la gare Saint-Lazare, gare du Nord, Marne-la-Vallée, Paris-Bercy et Paris-Austerlitz étaient en grève pour protester contre les nouvelles dispositions de leur patron. En effet, la SNCF a décidé de changer de société gestionnaire. Le nouveau prestataire ne veut pas conserver leur ancienneté, ce qui est contraire à la convention collective du nettoyage. Or certaines d'entre elles ont plus d'une trentaine d'années d'ancienneté.

Les femmes qui travaillent, soutenues par les syndicats cheminots CGT/CFDT/FO, se sont mises en grève à partir du 12 janvier. Cela n'a pas été facile mais elles ont tenu bon. Elles ont mené une campagne auprès des voyageurs des gares pour expliquer les raisons de leur mouvement. Elles ont laissé libre accès aux toilettes pour les femmes enceintes et les handicapés. Le 20 janvier le nouveau patron a cédé et elles ont obtenu gain de cause et surtout le paiement des jours de grève. Elles ont repris le travail avec fierté et satisfaction grâce aux cheminots qui les ont soutenues.

À Marseille aussi, les salariées des toilettes de la gare Saint Charles sont confrontées aux mêmes problèmes que celles de Paris depuis l'arrivée d'un nouveau prestataire. Elles sont en grève depuis le 20 janvier. Là aussi certaines ont plus de quinze ans d'ancienneté.

Il faut espérer qu'elles auront la même détermination que les salariées des gares de Paris pour faire aboutir leurs revendications.

IL Y A 53 ANS, LE MASSACRE DU MÉTRO CHARONNE

Le 8 février 1962, alors que le colonialisme français menait sa sale guerre coloniale en Algérie, neuf personnes tombaient au métro Charonne sous les coups de la répression policière d'une rare férocité. Ce jour-là des dizaines de personnes défilaient à Paris contre les attentats de l'OAS (Organisation de l'armée secrète).



Manifestation en 2012 à Paris pour commémorer le 50ème anniversaire du massacre de Charonne

La perspective d'une fin de la guerre d'Algérie s'est éloignée depuis la suspension des pourparlers de paix, le 28 juillet 1961, entre le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) et le gouvernement français. Aussi des éléments d'extrême droite de l'OAS multipliaient-ils les attentats en Algérie et en France pour faire pression sur le gouvernement français afin qu'il refuse l'indépendance de l'Algérie.

De leur côté, les organisations de gauche (PCF, UNEF, PSU, etc.) se mobilisaient autour du Comité Audin (Comité d'intellectuels luttant pour faire la lumière sur la disparition de Maurice Audin, militant du Parti Communiste Algérien). Le 7 février 1962, dix attentats sont commis, à Paris, par l'OAS, les cibles étant les universitaires, les élus du PCF, les journalistes ainsi que le Ministre de la Culture, André Malraux. La bombe qui visait ce

dernier blessa grièvement une enfant de quatre ans, qui perdit un œil.

Cette vague d'attentats poussa la gauche à organiser un rassemblement pacifique, le 8 février 1962, place de la Bastille. Ce jour-là, des CRS, gendarmes mobiles et policiers étaient mobilisés.

A l'heure du rassemblement, vers 18 heures, les manifestants se heurtèrent aux forces de l'ordre. Un tract diffusé à Paris par le PCF et la CGT le 7 février dernier, raconte : « *Alors que la dislocation est annoncée, des brigades spéciales d'intervention chargent sans motif avec une brutalité et une sauvagerie inouïes le cortège du Boulevard Voltaire à la hauteur du métro Charonne (...). Des centaines de manifestants sont sauvagement matraqués, jetés à terre, refoulés dans la bouche du métro (...). Les manifestants sont pourchassés jusque dans les couloirs d'immeubles, les cafés* ».

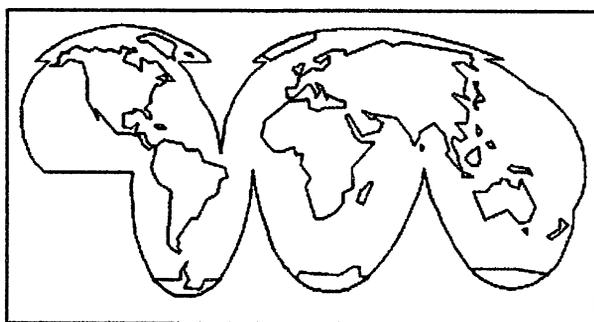
Le 9 février 1962, la CGT lança un appel à la. Le 13, jour d'obsèques, des dizaines de milliers de personnes rendaient hommage aux victimes, en manifestant de la République à la Bastille.

« Les martyrs de Charonne ne sont pas morts en vain. L'Algérie a pu accéder à l'indépendance », conclut le tract.

Pendant des années, l'assassinat du métro Charonne le 8 février 1962 sera relégué aux oubliettes de l'histoire officielle. Il faudra attendre quatre décennies pour voir la réouverture des dossiers sur la guerre d'Algérie, et le début d'un pseudo autocritique de l'État.

Mais les travailleurs, eux, n'ont pas oublié les leurs.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.